



REVUE DES LIVRES

Recension d'ouvrages en économie sous forme de :

- Notes de lecture
- Présentations synthétiques
- Lectures critiques.

Les recensions font l'objet d'une évaluation par un comité de lecture

Les textes ne doivent pas dépasser cinq pages

Observatoire national du développement humain, *Inégalités et développement humain : contribution pour le débat sur le modèle de développement au Maroc*, 2017

Par Radouane RAOUF (Université Mohammed V de Rabat)

28 février 2019

Le rapport se veut un document d'évaluation, sur la période 2000-2016, des résultats et de la convergence à l'échelle nationale et régionale, des dynamiques démographiques, économiques et sociales, en relation avec les politiques publiques et les facettes d'équité. Il propose des recommandations en vue d'enrichir le débat sur le modèle de développement au Maroc.

Basé sur les données de l'enquête panel de 2015 de l'ONDH, celles produites par le HCP et la base de données du rapport sur le développement humain du PNUD (2016), le rapport de l'ONDH 2017 analyse les dynamiques du développement que connaît le pays, à l'échelle nationale et régionale et par genre, de la fin des années 1990 à 2016. Pour ce faire, l'ONDH a conçu un nouvel indicateur plus adapté à la réalité marocaine, selon le rapport, et qui intègre plusieurs dimensions. Il s'agit de l'Indicateur de Développement Humain National (IDHN). De ce fait, la santé, le revenu et l'éducation,

dimensions de l'IDH, ne contribuent ensemble que pour moins de la moitié (46,5%) au développement humain. Le reste est, selon l'ODHN, le fait d'autres dimensions du développement, à savoir le 'Bien-être subjectif', la 'Cohésion sociale et sécurité humaine' et le 'Milieu environnant'.

C'est un document de taille moyenne, cent soixante-cinq pages sans les annexes, bien écrit et facile à lire, bien que l'on se retrouve d'emblée confrontés à un tas de concepts et notions qui ne sont pas tous définis. Puis, on est vite noyé dans un amas de chiffres. Par moment, il faut s'accrocher pour suivre. Sur la forme, cela a été un peu compliqué par le choix de la décomposition du travail. Par exemple, dans chaque chapitre on retrouve presque la même chose, les mêmes points traités mais sous différents angles. Par conséquent, il y a beaucoup de redondances. Un découpage où chaque chapitre traite un seul thème me semblerait plus approprié et le rapport gagnerait plus en clarté.

Cela dit, le rapport dans l'ensemble mérite d'être lu, présenté et discuté car il suscite beaucoup d'intérêt et ce pour au moins deux raisons :

- Le rapport parle de nous tous, Marocaines et Marocains. Il donne une vision globale et plus ou moins objective sur l'état de la société, de l'économie marocaine et de la dynamique sociale sur les quinze dernières années. J'ai gardé cette nuance parce que les mesures sont discutables. Même si certains pourront dire « *Faut-il tout un rapport pour apprendre cela ? Vous n'avez qu'à ouvrir les yeux* »¹.
- Il s'agit d'un rapport d'évaluation des politiques publiques durant cette période qui propose des recommandations. Chercheurs, décideurs ou simples citoyens peuvent trouver un intérêt à le lire.

Globalement, le rapport est équilibré en termes de réalisations et d'échecs en ce qui concerne le développement humain. Par moment, il peint un tableau noir lorsqu'il traite les inégalités sociales et territoriales. Exemple : « ...la réduction, de moitié, des disparités régionales, mesurées par l'IDHN, prendrait près de 65 ans » (page 69). C'est-à-dire que lorsque l'on voyage de la province de Taroudant à Casablanca, ou de Jerada à Harhoura, on serait frappé par le décalage et le retard d'un siècle. Je crois qu'il y a moyen de

¹ Réponse laconique d'un citoyen, curieux de savoir ce que je lisais, lorsque je lui ai expliqué en quelques mots l'objet du rapport que j'avais entre les mains pour préparer cette note.

relativiser cet écart. Retard, oui, mais on n'est pas à cet ordre de grandeur, sinon il faut le justifier.

D'un autre côté, on se retrouve aux antipodes de cette démonstration. De ce fait, j'ai l'impression qu'on a envie de démontrer coûte que coûte l'efficacité des politiques publiques, quitte à créer un nouvel indicateur. Exemple, lorsque le rapport traite l'évolution de l'IDHN (page 67) : « ...sa croissance est plus importante par rapport à l'IDH,... ces évolutions montrent clairement que le développement humain, mesuré par l'IDHN, colle parfaitement aux résultats immédiats des politiques publiques ». On n'est pas loin de l'idée de Chomsky : « Dans une société bien huilée, on ne dit pas ce que l'on sait, mais ce qui est utile pour le pouvoir ». On est vraiment dans le confirmatoire sans se soucier de l'idée de la réfutabilité (au sens de Popper). Est-on sûr de mesurer tous les facteurs qui entrent en jeu ? Est-on en mesure de les évaluer correctement ? Conséquence : on s'aventure à prendre pour causalité certaines corrélations statistiques. A titre d'exemple, l'amélioration de la dimension « santé » et l'accès au RAMED et l'AMO (page 67). Alors que sur un autre registre, même la corrélation manque entre les assurés et la mortalité infantile (page 78). Dans ce sens, le graphique 26 (page 78) mérite d'être retravaillé. Il donne une vision erronée de cette relation. Si nous prenons la région Fès-Meknès, elle a un taux d'assurance maladie très faible mais elle enregistre un taux de mortalité infantile faible, contrairement à la région Rabat-Salé-Kénitra. Cela est contre-intuitif.

Je ne pourrais pas aborder le contenu du document dans son ensemble. Toutefois, j'essaierais de revenir sur les quelques points qui me paraissent discutables ou méritent d'être soulignés. Il n'est pas dans mon propos de critiquer le travail qui est d'une bonne qualité. La suite de cette revue portera sur les trois points suivants : l'idée de l'IDHN à côté de l'IDH, l'emploi et l'aubaine démographique, la croissance, le développement et le rôle de l'Etat

L'idée de l'IDHN à côté de l'IDH

L'idée de l'IDHN est originale. L'approche est intéressante, plus complexe mais elle n'apporte pas vraiment beaucoup en termes d'informations. Cet indicateur donne les

mêmes classements, presque les mêmes ordres de grandeur et il est parfaitement corrélé au PIB/H (page 61). De ce point de vue, les fondamentaux continuent à expliquer l'essentiel.

Ce nouvel indicateur prend en considération la subjectivité dans la perception de la pauvreté, du bien-être, des inégalités, ... mais la subjectivité n'apporte pas de précisions, dans la mesure où l'évaluation est fondée sur la perception des ménages quant à l'amélioration ou pas de leur niveau de vie entre 2000 et 2015 (page 67). Ce résultat est trivial car tous les Marocains peuvent ressentir cette amélioration. C'est une question de « rattrapage » normal. Ce résultat est relatif et doit être comparé à d'autres sociétés qui avaient le même niveau de vie que le Maroc en 2000. D'ailleurs, la comparaison entre la pauvreté absolue et relative, dans le chapitre 1 (page 93), exhibe un effet ciseau avec, respectivement, 5% contre 43%. Que mesure-t-on dans ce cas ? On n'a pas de référence, ce qui peut donner des résultats non concluants.

Dans le même ordre d'idée, la prise en compte de « la sécurité humaine et cohésion sociale » dans l'IDHN est certes intéressante. Mais la manière de la mesurer peut prêter à confusion, voire à la déception. On sait que statistiquement il est difficile de faire ce qu'on a envie et faute de quoi on se rabat sur des proxies. La notion de sécurité humaine est beaucoup plus profonde et polysémique. Sans prétendre à l'exhaustivité, elle englobe la sérénité, le fait de ne pas avoir peur du futur et une certaine assurance. Cela a un impact sur tous les contours de la vie. On peut convoquer Keynes qui met en avant l'idée de la confiance et son impact sur l'économie et la société. La sécurité va au-delà. Elle s'incarne dans le fait que l'individu ressent qu'il est considéré comme à égalité avec les autres quelle que soit sa position, et non pas deux poids deux mesures. Elle touche même au fait d'être en sécurité face à une probable malveillance du pouvoir en place ou à venir et de ne pas se sentir à l'abandon dans les moments difficiles. Le fait de tomber malade peut ruiner toute une famille hélas.

Je crois que l'idée de la sécurité humaine est l'aboutissement même d'un processus de développement humain. C'est un processus cumulatif et qui n'a pas de point de saturation. On voudra toujours plus, mais il y a certainement un seuil minimal. Pour le Maroc, on n'y est pas encore et l'évaluer c'est encore moins.

L'emploi et l'aubaine démographique

Le rapport revient sur la problématique de la transition démographique en mettant l'accent sur « l'aubaine démographique » et le chômage des jeunes. *Grosso modo*, dans les années à venir, le nombre des jeunes en âge de travailler va augmenter plus rapidement que le taux de croissance de la population. Cette transition peut avoir un effet à double tranchant. Elle peut être perçue comme une aubaine pour l'économie et l'emploi si elle est exploitée convenablement ou comme une menace amplifiant le chômage des jeunes et faisant reculer le taux d'emploi si ce n'est pas le cas. Le rapport souligne l'ampleur de la menace en termes de pression sociale qui viendrait des revendications des jeunes si on ne se projette pas correctement. L'adoption d'une vision de long terme avec des stratégies concrètes, applicables avec des objectifs mesurables s'impose.

Ce qu'il faut souligner c'est que notre économie accuse un retard en termes de productivité, même si les gains de productivité vont à l'encontre de l'emploi. D'un point de vue classique ou néoclassique, l'augmentation du facteur travail est une bonne nouvelle pour la production globale. Or, les tendances actuelles en termes de progrès technologique, de robotisation, d'intelligence artificielle, etc. permettent la croissance sans augmenter pour autant le facteur travail. De ce fait, il se posera la question de la redistribution. On peut rajouter que cette tranche d'âge a une propension à consommer plus importante que le reste de la population (les moins de 15 ans et les plus de 65 ans). En effet, priver cette catégorie sociale de revenus c'est mettre en péril la consommation des ménages.

La question de « l'aubaine démographique » est probablement le point qui peut rendre perplexe le regard de l'économiste. Cette problématique doit attirer plus l'attention. Il me semble qu'il faut communiquer autour de cette situation, à l'échelle nationale et internationale, et de la présenter comme incitation à l'investissement et de la mettre au centre des débats autour de l'emploi, la formation et la croissance économique.

Dans le même registre, le rapport pointe du doigt le problème de l'adéquation formation-emploi comme étant responsable du chômage des jeunes. On ne peut pas négliger cet aspect certes. Mais cette relation n'explique pas tous les maux contrairement à ce qu'on pourrait croire. Cette problématique est débattue dans la plupart des pays

depuis plus d'une trentaine d'années. Soyons lucides et cherchons ailleurs sans la perdre de vue. Il se pose alors les questions suivantes : en quoi doit-on former et comment ? Voulons-nous former des jeunes tout simplement pour répondre aux exigences des entreprises et de l'administration ? Les entreprises connaissent-elles leurs besoins futurs en emplois ? Y-a-t-il une gestion prévisionnelle des emplois dans nos entreprises ?

Je crois que nous avons besoin, aujourd'hui plus que jamais, de repenser notre manière de former et d'éduquer. L'économie a besoin de jeunes capables d'innover, ayant un esprit créatif et surtout libérés de la contrainte de l'emploi. Pour cela, il faut un cadre économique et institutionnel global qui rend moins prégnante cette contrainte, parce qu'il est très difficile de s'en débarrasser complètement. Les pays qui ont réussi à faire régner une atmosphère de sérénité et de confiance dans le futur libèrent davantage les potentialités des jeunes et limitent considérablement l'enfermement des jeunes et de leurs familles dans la pensée « de poste d'emploi » dès les premiers pas à l'école. Il est urgent de repenser aussi le cadre institutionnel (marché, réglementation, administration, formation) en instituant un environnement qui combat les rentes et qui promeut les talents.

Le questionnement peut aller au-delà de cette perspective. Sommes-nous capables de former des jeunes qui peuvent répondre aux exigences futures du marché ? Ce qui nécessite de se projeter, de lire dans les tendances et dans les métiers du futur. Dès lors, se pose le problème de ceux qui forment. Avons-nous les ressources humaines et matérielles qu'il faut pour former ces jeunes afin qu'ils se hissent au rang de leurs semblables dans les pays riches ? Il faut avoir les compétences pour former dans les métiers d'avenir, ce qui nécessite des centres de recherches performants, des chercheurs impliqués totalement dans la recherche et l'enseignement et qui soient à l'avant-garde des avancées, puis les transmettre aux jeunes. Nous devrions remettre en cause notre système de recherche tout en mettant le chercheur et le professeur au centre de la réflexion. La mise en place d'un système de valorisation et d'incitation des chercheurs et des professeurs attirera aussi les meilleurs. La même chose devrait se faire au niveau de l'éducation nationale. D'autre part, on doit se poser la question par rapport à une stratégie globale et intégrée d'industrialisation, pas à l'ancienne, mais une industrialisation basée sur nos propres moyens d'abord en se basant sur la refonte de la formation et en

apprenant des expériences des autres. *Quid* du rôle que peut jouer la mise en place de politiques commerciales intelligentes pour régler, au moins en partie, la question du déficit commercial qui plombe l'économie ? Et du rôle de l'informel, considéré comme amortisseur dans le rapport, page 149.

Concernant les perspectives de l'emploi, le rapport voudrait qu'on agisse toujours du côté de l'offre (la formation et l'éducation). Mais il ne faut pas oublier l'autre face de la même pièce qui est la demande. Faut-il réformer le marché de l'emploi en tant qu'institution ? Le rôle des incitations, les subventions, la capacité de créer des emplois (le rapport, à juste titre, rappelle la faiblesse de l'élasticité emploi-croissance), etc. Vu les éléments présentés *supra* et l'impact du progrès technique sur l'emploi, peut-on parler et penser à un Etat « employeur en dernier ressort » ?

L'idée de la compétitivité est souvent avancée dans la plupart des rapports. Or, en parlant de la compétitivité, on fait souvent l'amalgame entre l'Etat et l'entreprise. La compétitivité passe souvent par les gains de productivité dans les entreprises et généralement au détriment des salariés (les salaires représentent une part importante dans les coûts). La concurrence mondiale pousse toutes les économies à être compétitives, sauf que si tous les pays font de même aucun n'y gagne. Si vous vous le faites, les autres le font aussi. Ce qui paraît rationnel à l'échelle de l'individu et de l'entreprise ne l'est pas vraiment à l'échelle macroéconomique. La coordination internationale s'impose pour certains sujets relatifs à l'économie pour ne pas tomber dans des stratégies de type "Beggars-thy-neighbor policy".

Le faible taux d'activité qui est de l'ordre de 46% en 2016, « plus de la moitié de la population active ne participe pas à la création de valeur » (page 134). C'est-à-dire que celui qui n'a pas un poste d'emploi, qui n'est pas passé par le marché du travail, ne crée pas de valeur. Il faut penser au-delà de la convention du PIB. Cette frange de la population consomme malgré tout. C'est probablement grâce à eux aussi que d'autres travaillent. La distinction entre la création de valeur d'usage et valeur économique peut apporter un éclairage sur l'apport de ceux qui ne travaillent pas, ou plutôt ceux qui n'ont pas un poste d'emploi. On peut convoquer l'analyse de Bernard Friot (économiste et sociologue) dans ce sens.

Sur un autre registre, le rapport met le doigt sur une situation ou plutôt une tendance

sociétale inquiétante : « on assiste d'un point de vue sociologique, à une montée de l'individualisme, à un relâchement du lien sociale, à une instabilité familiale, malaise au niveau des jeunes » (page 138).

C'est un constat partagé par tous les observateurs. A mon sens, ce n'est que le résultat, indésirable ou l'effet néfaste du développement comme l'a conçu le monde capitaliste dans les sociétés dites modernes. On a devant nous un laboratoire avec une cinquantaine d'années d'expériences (les Etats-Unis, l'Europe et le Japon). Je peux rajouter, que notre mode de production et de croissance basée sur la destruction-créatrice, sur le « jetable », a façonné un style de vie qualifié de moderne , promis par le capitalisme et qui est à la recherche perpétuelle et d'une manière linéaire de la modernité, ce qui se traduit par une fuite en avant.

Ce mode de vie fait de l'individu un être à consommer avec des besoins infinis et une insatisfaction perpétuelle, qui engendre une société de « frustrés » et d'immatures (tout le monde sur des gadgets où l'immédiat prime). On use aujourd'hui d'influenceurs, de youtubeurs (des métiers inutiles, voire nuisibles à certains égards). C'est le stade infantilisant du capitalisme avec la marchandisation permanente de tout ce qui peut exister.

Cette économie invente des méthodes d'organisation du travail. Le dernier mode s'appelle le « New management », criminel comme le qualifie Jacques Généreux dans son livre « La Déconomie ». L'évaluation individuelle, la recherche de performance... où on pousse l'individu à se surpasser pour gagner en productivité, pour gagner du temps au final ou plutôt « perdre sa vie à la gagner ». Cette « souffrance » est maintenant visible dans toutes les strates de l'entreprise (Burn out, dépression, voire suicide).

Quelle est la marge de manœuvre de l'Etat pour reconstruire, rétablir ce lien de cohésion sociale ? A mon sens, la sortie passera par une économie d'entraide, de coopération, de partage, sinon on se retrouvera dans une société à l'image du roman de Michel Houellebecq *La possibilité d'une île* ou au pied du mur si le monde capitaliste ne réalise pas encore que sa survie est intimement liée à la survie de la masse.

Ce sont des questions fondamentales auxquelles les sociétés doivent apporter des réponses. Voulons-nous continuer à mener notre vie de la sorte, avec les conséquences que nous connaissons ? Apparemment et avec une certaine lucidité aveugle « nous ne

croyons pas ce que nous savons » pour reprendre l'aphorisme de J-P Dupuy.

La croissance, le développement et le rôle de l'Etat

Le rapport revient sur la tendance baissière du taux de croissance sur les cinq dernières années et relie cette performance au manque de compétitivité de l'économie à l'international. A chaque fois que l'on parle de la croissance et de l'emploi, la compétitivité y est associée. Je renvoie à un article des années 90 de Paul Krugman "Competitiveness : A Dangerous Obsession".

Il ne faut pas oublier que les exportations représentent à peine 25 % du PIB en 2017, alors que les importations représentent presque le double. N'y a-t-il pas quelque chose à faire dans ce sens ?

Le rapport suggère la préservation des équilibres macroéconomiques pour donner plus de visibilité aux opérateurs économiques. On est d'accord sur le principe, mais comment et quand ? On sait très bien que cela dépendra du cycle économique. Il ne faut surtout pas rester bloqué sur la vision du mainstream, qui a un sens dans certaines conditions. Ils sont nombreux les experts et les économistes qui ressortent en boucle l'idée de l'équilibre macroéconomique, qui est une situation souhaitable, mais dans quelles conditions ? « Ce n'est pas parce qu'ils sont nombreux à avoir tort, qu'ils ont raison » pour reprendre une réplique de Coluche.

Dans beaucoup de travaux sur l'économie marocaine, et qui portent sur la même période, les résultats convergent : la politique économique est procyclique et, par voie de conséquence, elle n'est pas porteuse de croissance ni d'équilibre. Elle n'est pas efficace. L'Etat est un agent macroéconomique.

Le rapport ne questionne en aucun cas la place de la politique monétaire. Il me semble qu'il n'y a aucune raison valable, empiriquement prouvée, pour garder une banque centrale passive où l'objectif principal est la stabilité des prix. D'ailleurs un grand débat scientifique, même entre banquiers centraux, est lancé depuis la crise de 2007 sur le lien entre la politique monétaire et l'inflation. Dans le même sens se pose la question de l'indépendance de la banque centrale. On l'a vu après la crise, elles sont efficaces quand elles coordonnent avec les gouvernements et quand elles usent de politiques non

conventionnelles. Plusieurs travaux montrent un lien causal entre l'indépendance des banques centrales et l'augmentation de la dette publique. Posons-nous les bonnes questions ?

Le rapport fait allusion aussi à des questions relatives à la croissance mondiale en parlant de la « stagnation séculaire » (page 136), due, entre autres, à la mondialisation, la concurrence et à l'affaiblissement de la productivité dans les pays développés (page 138). Même si c'est une question qui touche plus les pays riches avec des répercussions directes ou indirectes sur les économies en développement, le Maroc a encore de la marge pour consolider et renforcer sa croissance pour atteindre des taux élevés. Certains pays africains et asiatiques réussissent aujourd'hui à avoir des taux de croissance très enviables, qui dépassent 7%. Je recommande de lire le rapport dirigé par Michel Aglietta, Décembre 2018, *Transformer le régime de croissance*, et qui traite cette problématique de perte de productivité et « la stagnation séculaire ».

Toujours en lien avec la croissance (page 138), le rapport souligne le fait que l'Etat ne contrôle plus vraiment l'économie et que le pouvoir s'est déplacé vers le marché, les FMN, les lobbies. A mon sens, l'Etat, le politique a toujours contrôlé l'économie et la contrôle toujours, sauf s'il a cédé ce pouvoir ou s'il l'a « privatisé ». Le pantouflage a aidé à ce que ce soit le cas. L'Etat est la seule entité qui a le pouvoir et le monopole de la force publique légale. Il dicte les lois, sanctionne les contrevenants, régule les marchés. Si le pouvoir ou le politique n'est plus en mesure de contrôler l'économie, c'est que les autres institutions (dont la société civile) ont failli à leur mission. La relation de l'économie nationale avec les économies d'autres nations prend des formes complexes avec une imbrication des intérêts, qui demande de la coordination.

Sur un autre registre, le rapport consacre une bonne partie à la durabilité et à l'écologie. C'est une problématique importante, mais il y a des priorités. La réduction des inégalités passe aussi par la croissance économique. Or la croissance est consommatrice de ressources rares et d'énergies surtout fossiles et polluantes. De ce fait, on ne peut pas continuer de la sorte si on veut préserver notre environnement et notre écosystème. Il faut changer absolument de paradigme, sinon on se heurte au même problème. On ne résout pas un problème avec les mêmes modes de pensée qui l'ont généré, disait Einstein. La question de l'environnement est mondiale, se résout à l'échelle mondiale. Ce

qui nous concerne en tant que Marocains, c'est la préservation de nos ressources, la gestion rationnelle et préventive de l'eau, des terres, des forêts, l'ensablement, des questions qui sont diagnostiquées il y a 50 ans pour toute l'Afrique par René Dumont. Ne mettons pas la charrue avant les bœufs.

Le rapport traite la question des inégalités d'une manière pertinente et détaillée sur le plan statistique. Il avance que les inégalités réduisent le développement humain (DH), réduisent même la croissance. Je ne discute pas les faits, mais la mesure peut poser problème, notamment le fait que les inégalités matérielles sont évaluées sur la base de la consommation et non pas sur les revenus des ménages (on ne dispose pas de données sur les revenus des ménages). Les indicateurs statistiques utilisés (Gini, Palma) ont des limites quant à ce qui se passe à l'intérieur des groupes.

Les causes des inégalités expliquées et avancées dans le rapport (chapitre 4) se fondent sur l'analyse en composantes principales (page 122) qui relève de la statistique descriptive et de la réduction des dimensions. Ce qui ressort de cette analyse c'est que le niveau d'éducation et la CSP sont les facteurs clefs de l'inégalité au Maroc. Cela ne répond pas à la question. L'analyse en composantes principales ne fait que réduire les dimensions (page 124) et encore des corrélations interprétées en tant que causalité. La reproduction sociale au sens de Bourdieu est à l'œuvre, certainement, à travers l'école et la CSP, mais ce n'est que le résultat. Exemple : des ménages pauvres, de certaines CSP, emmènent leurs enfants à l'école publique avec les résultats qu'on connaît aujourd'hui et la reproduction fait le reste du travail, avec certaines exceptions. Donc, on ne traite pas vraiment l'origine de la pauvreté et des inégalités. Je crois qu'on n'a pas regardé là où il faut ? Comment en est-on arrivé là et pourquoi ?

De mon point de vue, le rapport a esquissé une des causes essentielles et qui constitue le socle du problème, qui émane du mode de production actuel, qui est le rapport entre le travail et le capital dans la répartition de la valeur ajoutée (page 99), sans donner de chiffres cette fois-ci. On peut avancer l'idée qu'au Maroc, on n'est pas vraiment dans un système capitaliste. Mais on peut affirmer, vu les tendances et sans risquer de se tromper, que la ponction sur la production de ceux qui détiennent les moyens de production (dans le formel comme dans l'informel) est plus importante relativement à ceux qui n'ont que leurs main-d'œuvre pour vivre. Les travaux de Piketty (2015, 2017) donnent

une idée plus détaillée de cette répartition de plus en plus inégalitaire dans l'ensemble des pays étudiés.

Quid du rôle des syndicats, notamment dans la fixation des salaires, de l'idée de la flexibilité du travail et du marché de l'emploi en tant qu'institution, etc. Le rapport s'attarde plus (page 100) sur l'« épineuse » question : le partage inégalitaire des tâches ménagères au sein des couples. C'est important, mais il y a des questions plus urgentes.

Quand les « tentacules » de la modernité auront touché tous les recoins de la société et de la famille, il sera trop tard pour parler d'une quelconque identité. Personne ne peut être contre l'égalité homme-femme, mais discutons de cette réalité et abordons les voies possibles intelligemment et non pas en imitant aveuglement. On n'a pas la même culture, ni les mêmes traditions ni la même histoire. Gommant tout cela d'un trait en épousant la modernité me semble suicidaire. On a besoin d'un débat éclairé et éclairant sur la question de l'identité avec le concours des intellectuels, des philosophes et des représentants de la société civile.

Le rapport souligne le fait que l'investissement n'est pas assez productif et que malgré les taux d'investissement élevés la croissance est restée atone (3,5% sur les 5 dernières années). L'insuffisance de la rentabilité de l'investissement, en termes de croissance, peut s'expliquer aussi par la faiblesse de la productivité globale des facteurs (PGF ou PTF) et le faible degré de complexité de notre économie (voir *Atlas of Economic complexity*). Ce sont des facteurs structurels. Dans ce sens, l'Etat doit jouer son rôle d'agent macroéconomique. Il faut lui rendre ces moyens, ces outils dont la politique monétaire.

Conclusion

Je voudrai revenir, pour finir, sur l'apport du rapport en matière de débat sur le nouvel modèle de développement. Dans ce cadre, le rapport établit une liste de recommandations ou axes prioritaires que je résume dans les points suivants : la nécessité d'une politique publique et d'une stratégie globale qui implique les parties prenantes ; la cohérence et la convergence dans les décisions ; l'inter-ministériarité ; la verticalité ; le rôle de la région ; l'implication des jeunes ; la réduction des inégalités ; la compétitivité, la formation ; l'emploi, la santé ; le suivi et l'évaluation.

Ces propositions sont louables mais elles sont d'ordre générique. Qu'on soit expert ou

simple citoyen, on ne peut qu'être d'accord avec ces recommandations. Beaucoup de choses ont été faites (les plans sectoriels, l'INDH, amélioration des infrastructures), mais les résultats en termes de développement laissent à désirer. Qu'est ce qui bloque ? Il y a certainement un problème de mise en œuvre et d'effectivité de ces politiques et non pas absolument un problème de choix de politiques. Se rajoute à cela le fait qu'on a besoin de propositions réalisables, mesurables, avec les étapes de mise en œuvre et des mécanismes de contrôle et de suivi. Des propositions pratiques, concrètes et prêtes à l'emploi.

En dépit de ces remarques, le rapport mérite davantage d'être discuté et surtout dans la continuité, c'est-à-dire en ce qui concerne les propositions. Je crois qu'on a une vraie base pour la discussion d'un « modèle économique » inclusif et qui prendra en considération les défis en matière démographique et écologique, quoique l'idée de « modèle économique » mérite aussi d'être développée et discutée : peut-on parler aujourd'hui d'un modèle ? Je félicite l'ONDH d'avoir entamé ce débat.